

Rapport

RSE

Responsabilités Sociétales
des Entreprises

HOLOGRAM INDUSTRIES

2010 - 2011

H O L O G R A M . I N D U S T R I E S



Sommaire

1. Le Développement durable au cœur de l'identité du groupe

- 1.1 – Profil de l'organisation
- 1.2 – Structure organisationnelle de l'organisation
- 1.3 – La gouvernance
- 1.4 – Stratégie et analyse
- 1.5 – La politique développement durable de Hologram. Industries

p4
p4
p4
p9
p12
p12

2. Les enjeux RSE : une réalité de terrain

- 2.1 – Le Système de Management de l'Environnement
- 2.2 – Diminution des impacts environnementaux de la société
- 2.3 – Lutte contre le réchauffement climatique : le bilan carbone
- 2.4 – Notation extra financière et récompenses
- 2.5 – Dialogue avec les parties prenantes

p13
p13
p13
p14
p14
p15

3. Motiver et renforcer la cohésion des employés

- 3.1 – L'amélioration du bien-être au travail
- 3.2 – La parité Homme Femme : une excellence
- 3.3 – L'égalité des chances pour renforcer l'attractivité
- 3.4 – La charte de l'Environnement

p16
p16
p17
p17
p17

4. Sur notre rapport

- 4.1 – Profil du rapport
- 4.2 – Champ et périmètre du rapport

p17
p17
p18

5. Indicateurs DE PERFORMANCE

- 5.1 – Indicateurs environnementaux
- 5.2 – Indicateurs sociétés
- 5.3 – Indicateurs emploi, relations sociales et travail
- 5.4 – Indicateur économique
- 5.5 – Indicateurs droits de l'homme

p19
p19
p28
p29
p35
p35

Index des indicateurs GRI (*Global Reporting Initiative*)

p37

Tableau des correspondances

Grenelle II / GRI / Global compact

p37

Auto déclaration GRI (Niveau d'application)

p41

Message du président



Pour Hologram. Industries, l'année 2011 aura été marquée par une forte croissance (35% dont 28% en organique). Cette croissance nous permet de faire bénéficier nos collaborateurs des fruits de la création de valeur, de faire progresser l'emploi dans notre entreprise (29 recrutements en 2011), tout en accentuant son ancrage territorial (plus de 65% de nos collaborateurs sont installés en Seine et Marne).

Bien que les efforts que nous menons depuis plusieurs années en matière de gouvernance et de transparence soient largement reconnus par nos parties prenantes, les moyens que nous confère la croissance nous permettent de soutenir des efforts nouveaux en la matière.

Il est important pour une entreprise de notre taille de savoir anticiper les changements et revoir nos priorités pour faire face à ces nouveaux défis.

L'une de ces premières priorités a été de mettre en place au sein de l'entreprise un système de management de l'environnement afin d'identifier, évaluer et réduire nos impacts négatifs sur l'environnement. Nous sommes engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation des ressources, par exemple en réalisant notre premier bilan carbone en 2010, ou en participant depuis 2009 à la compensation carbone. La certification au référentiel ISO 14001 nous a également permis de fédérer les esprits en interne afin de rendre plus cohérent et plus visible notre politique d'entreprise en la matière.

La confiance de nos employés dans leur outil de production, la pérennité de leur travail et leur fierté d'être collectivement engagé dans une démarche de développement durable sont des moteurs de leur engagement et donc une source de valeur ajoutée pour une entreprise comme la nôtre, basée sur des métiers à la pointe de la technologie.

Intégrer ces principes de management aux dimensions innovation, qualité et le service au client contribue largement à faire d'Hologram. Industries l'un des leaders mondiaux dans son domaine d'activité.

Dans le but d'offrir une information pertinente et de permettre une lecture plus aisée et internationalement reconnue, Hologram. Industries publie pour la première fois cette année un reporting sur le développement durable en se basant sur le cadre de référence du Global Reporting Initiative (GRI). Ce document d'une lecture claire et comparable dans le temps permettra à nos parties prenantes de suivre l'évolution de nos engagements.

Signataire de la Charte des Nations Unies pour le pacte mondial « Global compact », ce reporting permet également de rendre compte de la « communication sur le progrès » en diffusant les mesures concrètes que l'entreprise a prises depuis son adhésion au Pacte.

Hugues SOUPARIS

Fondateur et PDG du Groupe Hologram. Industries

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'H. Souparis', with a long horizontal stroke underneath.

1. Le Développement durable au cœur de l'identité du groupe

1.1 – Profil de l'organisation

1.1.1 Nom de l'organisation

Raison sociale : HOLOGRAM INDUSTRIES
Forme juridique : Société Anonyme
Adresse du siège : Parc d'activités Gustave Eiffel
22, avenue de l'Europe
77 600 Bussy Saint-Georges

Nom et fonction du signataire :
Mr Hugues SOUPARIS -Directeur Général
ou Mr Grégory WAGEMANS– Directeur Général Adjoint

1.1.2 Principaux produits et/ou services et marques correspondantes

L'activité d'Hologram. Industries reste focalisée sur la conception, la fabrication, et la commercialisation de composants optiques d'authentification de haute sécurité, notamment grâce aux applications holographiques. Consécutivement à l'acquisition des sociétés Advestigo et Keesing Reference Systems, le savoir-faire technologique du Groupe s'est enrichi avec des solutions digitales de lutte contre la contrefaçon.

Communément appelés hologrammes, les composants optiques de sécurité résultent de la combinaison d'images holographiques ou micro-lithographiques interférentielles avec un support de transfert. Les produits sont donc livrés aux clients sous forme de bobines d'étiquettes, de films de marquage à chaud ou de laminats.

L'hologramme est une image immédiatement identifiable à l'œil nu, ayant la propriété de diffracter la lumière selon les couleurs de l'arc-en-ciel, en animation ou en relief. Ses caractéristiques en font un élément impossible à reproduire par les techniques de reprographie les plus avancées. Les technologies complexes et nombreuses à mettre en œuvre pour la création et la fabrication d'hologrammes en font des éléments très résistants à la contrefaçon. L'hologramme s'applique facilement, de façon industrielle sur des supports les plus variés (papier, carton, plastique).

Cette industrie trouve son application sur plusieurs marchés :

- ▶ L'identification des personnes : carte d'identité, passeports, permis de conduire...
- ▶ La protection des véhicules : certificats d'immatriculation, vignettes...
- ▶ L'authentification des produits de marque : produits pharmaceutiques, cigarettes, alcool...
- ▶ L'authentification des produits fiduciaires : billets de banque, cartes, étiquettes de taxes...
- ▶ L'identification et la recherche de contenus digitaux illicites.

La fabrication des hologrammes de haute sécurité est intégralement réalisée sur le site de Bussy Saint-Georges. La conception du site industriel a été réalisée afin de satisfaire aux normes de sécurité les plus strictes exigées par les grands donneurs d'ordre du Groupe. Pour des raisons de sécurité, le recours à la sous-traitance est réduit au minimum, l'ensemble du process industriel est réalisé sur le site de production

1.2 – Structure organisationnelle de l'organisation

1.2.1 Structure opérationnelle de l'organisation, avec description des principales divisions, entités opérationnelles, filiales et coentreprises

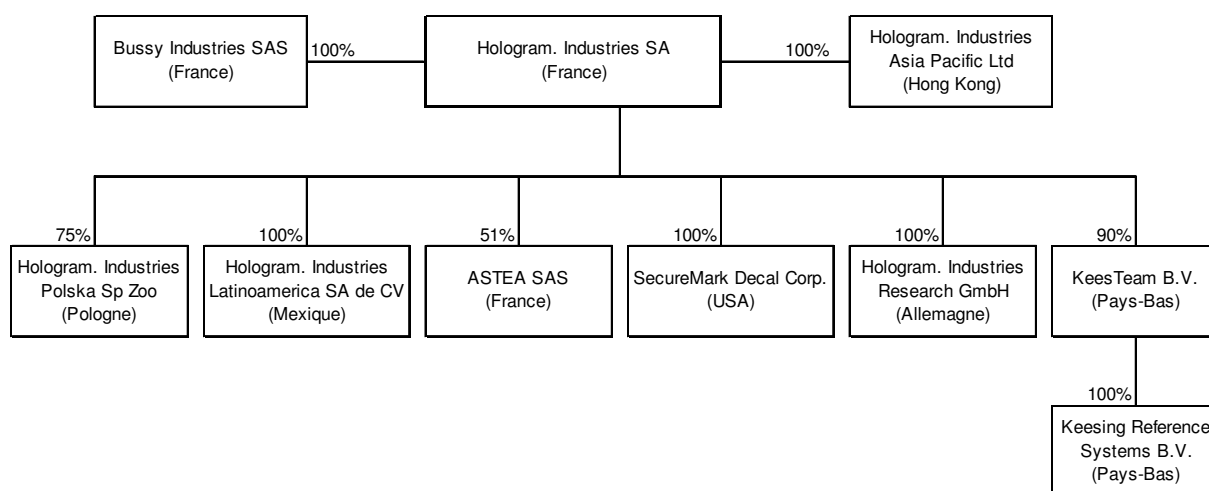
La société mère conçoit, fabrique et commercialise des composants optiques d'authentification de haute sécurité, sur son site de Bussy Saint-Georges (France). Ce site intègre également une activité de holding, comprenant l'essentiel des fonctions de support au profit de ses filiales.

Hologram. Industries a mis en œuvre depuis 2006 une politique de déploiement géographique et de diversification technologique soutenue par une politique d'innovation interne et de croissance externe.

Hologram Industries possède deux pôles d'expertise complémentaires :

- 1- la conception et la fabrication industrielle d'hologrammes de haute sécurité,
- 2- la mise en œuvre de solutions globales d'authentification et de traçabilité.

L'organigramme du Groupe au 31 décembre 2011 est le suivant :



1.2.2 Lieu où se trouve le siège de l'organisation

Hologram. Industries est un groupe international dont le siège social est implanté en France sur le site de Bussy Saint-Georges (Seine et Marne).

1.2.3 Nombre de pays où l'organisation est implantée et nom des pays où soit l'exploitation est majeure, soit les questions relatives au développement durable traitées dans le rapport s'avèrent particulièrement pertinentes

SecureMark Decal Corp. (USA)

- Supports d'impression de sécurité rétro-réfléchissants et destructibles.
- Production d'hologrammes et d'étiquettes de sécurité complexes
- Production de documents de sécurité adhésifs pour l'immatriculation des véhicules et taxes.
- fournisseur de solutions d'authentification et traçabilité pour produits de marque
- deuxième plateforme industrielle du Groupe.

1.2.4 Nature du capital et forme juridique

Hologram. Industries est une société anonyme à Conseil d'administration de droit français.

La Société est cotée sur Eurolist à Paris. Le capital est réparti entre son fondateur, M. Hugues SOUPARIS (58,9 %) et le public (35,9 %). La société auto-détient par ailleurs ses propres actions à hauteur de 5,2 %.

1.2.5 Marchés où l'organisation opère avec répartition géographique, secteurs desservis et types de clients ou de bénéficiaires

Le Groupe réalise de l'ordre de 80 % de ses ventes, directement (Ministères, banques centrales, imprimeries nationales...) ou indirectement (partenaires, intégrateurs, imprimeurs fiduciaires...), à destination de grands donneurs d'ordres publics.

Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011		2010		Variation
Europe de l'Ouest	14,4	33%	13,1	41%	1,3
Europe de l'Est	7,9	18%	6,2	19%	1,7
Moyen Orient, Afrique	3,1	7%	2,0	6%	1,1
Amériques	6,5	15%	6,7	21%	-0,2
Asie / Pacifique	11,2	26%	4,0	13%	7,2
Total	43,1	100%	31,9	100%	11,2

Ventilation du chiffre d'affaires par destination applicative :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011		2010		Variation
Identité des personnes	21,0	49%	14,3	45%	6,8
Identification des véhicules	10,3	24%	9,1	29%	1,2
Documents fiduciaires	3,9	9%	3,9	12%	(0,0)
Protection des marques	7,2	17%	3,2	10%	4,0
Autres	0,7	2%	1,5	5%	(0,7)
Total	43,2	100%	31,9	100%	11,2

1.2.6 Taille de l'organisation :

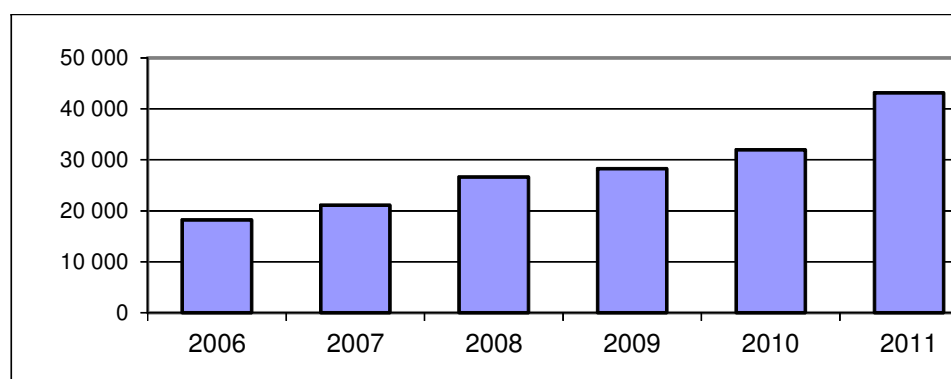
- Le nombre de salariés :

	31/12/11	31/12/10		31/12/11	31/12/10
Cadres	70	67	France	202	173
Agents de maîtrise	54	29	Etranger	85	80
Employés/ouvriers	163	157			
Sous-total	287	253		287	253
Activité disponible à la vente		57			61
Total	287	310		287	314

L'effectif moyen pondéré s'élève à 266 salariés sur 2011 (279 sur 2010).

- Le chiffre d'affaires net (pour les organisations du secteur privé)

Le Groupe est aujourd'hui un des tous premiers acteurs mondiaux de solutions optiques de sécurité. Sur les cinq dernières années, le chiffre d'affaires a évolué comme suit (en milliers d'euros) :



- Le financement total, en séparant les dettes et les capitaux propres (pour les organisations du secteur privé) ;

L'actif net au 31 décembre 2011 s'élève à 27,1 M€, et peut se synthétiser comme suit (en M€) :

	<u>ACTIF</u>		<u>PASSIF</u>
Goodwill	8,7	Minoritaires	0,5
Actifs non courants	18,4	Passifs non courants	12,5
Actif courants	16,7	Passifs courants	15,5
Disponibilités	11,8		

La société dispose toujours d'un important levier d'endettement. Le ratio d'endettement net sur fonds propres (gearing) s'établit à 0,4 % au 31/12/11 et contre -11 % au 31/12/10.

1.2.7 Changements significatifs de la taille, de la structure de l'organisation ou de son capital au cours de la période de reporting (2010-2011) comprenant :

- le lieu d'exercice des activités ou son évolution, avec l'ouverture, la fermeture ou l'extension de sites ;

Acquisition de Keesing Reference Systems

Hologram. Industries a procédé à l'acquisition, à effet au 1er janvier 2010, de la société hollandaise Keesing Reference Systems B.V., éditeur de la plus large base de données mondiale qui référence les caractéristiques de sécurité des documents d'identité et billets de banque. Cette société, basée à Amsterdam, est également éditeur du « *Keesing Journal of Document & Identity* », un magazine d'information pour les professionnels du secteur des documents de sécurité.

Cette acquisition permet à Hologram. Industries d'élargir son offre de produits sur le marché de l'authentification des documents d'identité et fiduciaires. Elle apporte des synergies à la fois techniques, notamment avec les équipes d'Advestigo sur les solutions d'identité, et commerciales grâce à la combinaison des réseaux d'agents commerciaux respectifs et au déploiement sur les marchés français et américains.

Keesing Reference System B.V. comprend 25 salariés et a réalisé un chiffre d'affaire de l'ordre de 3,6 M€ en 2011.

Acquisition de Label Systems Authentication

Hologram. Industries a acquis, à effet le 30 décembre 2010, par l'intermédiaire de sa filiale américaine SecureMark Decal, les actifs des sociétés Label Systems Inc. et Label Systems Authentication LLC (LSA).

Basée à Bridgeport (Connecticut - USA), LSA est spécialisée dans la conception, la fabrication, et la commercialisation d'étiquettes holographiques de sécurité pour la protection des produits de marque.

Avec un effectif de 30 personnes, la société LSA a réalisé sur 2010 un chiffre d'affaires supérieur à 4 M\$, grâce à la commercialisation d'étiquettes d'authentification à destination des produits de marque. LSA compte notamment parmi ses références Motorola, pour laquelle la Société sécurise les batteries et accessoires.

Combinée à l'activité de SecureMark Decal, la présence d'Hologram. Industries aux USA représente en 2011 un chiffre d'affaires de 8 M\$, équilibré entre les marchés gouvernementaux et la protection des marques.

Acquisition de Bussy Industries

La Société a procédé, fin 2011, à l'acquisition des actions de la société Bussy Industries. Cette structure porte un ensemble immobilier, d'une surface totale de 7.800 m², à usage principal de locaux d'activités et de bureaux pour le compte d'Hologram. Industries.

Cette acquisition a pour objectif de permettre à Hologram. Industries :

- d'acquérir en propre un ensemble immobilier fonctionnel aménagé spécifiquement pour l'exercice de l'activité de la Société, notamment lié à la sécurité du site ;
- d'avoir la jouissance libre des réserves foncières qui sont nécessaires au développement de son activité.

Cette opération, autorisée préalablement par le Conseil d'Administration, a été réalisée sur la base de deux expertises indépendantes, pour une valeur vénale de l'immobilier de 6,5 M€.

- les modifications de la structure du capital social et autre formation de capital, préservation du patrimoine et autres changements (pour les organisations du secteur privé)

L'objectif principal du Groupe en terme de gestion de son capital est de conserver une structure financière solide lui permettant d'assurer son développement, tant par croissance organique et par croissance externe le cas échéant. Le Groupe disposait d'un endettement net de 0,1 M€ au 31/12/11. Le ratio de gearing (Trésorerie nette de l'endettement / Fonds propres) au 31 décembre 2011 et 2010 s'élève à 0,4 % et -11 % respectivement.

Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des marchés financiers et des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut ajuster le montant des dividendes aux actionnaires, racheter une partie du capital ou émettre de nouvelles actions. Les objectifs, politiques et procédures de gestion demeurent inchangés entre 2010 et 2011.

Ainsi, la Société a procédé à une distribution de dividendes de 0,30 et 0,20 euro par action sur les exercices 2010 et 2001 (au titre des exercices 2009 et 2008), représentant 28 % et 38 % du Résultat net – part du Groupe.

Enfin, la Société attribue des options de souscription d'actions au profit de ses salariés. Les augmentations de capital résultant des levées d'option ont donné lieu à la création de 13 993 et 4 100 actions sur les exercices 2010 et 2011 respectivement.

1.3 – La gouvernance

1.3.1 Structure de gouvernance de l'organisation y compris les comités relevant du plus haut organe de gouvernance (conseil d'administration ou assimilé), responsables de tâches spécifiques telles que la définition de la stratégie ou la supervision de l'organisation

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les grandes orientations de l'activité de la Société, veille à leur mise en œuvre et contrôle la marche générale de la Société. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Une Charte de l'administrateur précise les droits et les devoirs de celui-ci. Conformément aux principes de bonne gouvernance, l'administrateur exerce ses fonctions de bonne foi, de la façon qu'il considère être la meilleure pour promouvoir la Société et avec le soin attendu d'une personne normalement prudente dans l'exercice d'une telle mission.

Comités du Conseil d'administration

Les Conseils d'administration du 18 juin 2004 et 14 juin 2007 ont entériné la création de comités spécialisés chargés d'assister le Conseil, composés d'au moins 50% d'administrateurs indépendants.

Comité d'audit :

Le Comité d'audit a pour mission d'éclairer le Conseil d'Administration notamment sur les modalités d'arrêté des comptes (calendrier, principes, options comptables...), le choix des auditeurs, l'organisation, les procédures et les systèmes de gestion de la société, l'examen des risques significatifs, des engagements hors bilan significatifs, du périmètre de consolidation du Groupe.

Au 31 décembre 2011, il est composé de deux administrateurs indépendants, MM. Roland BELLANDE (Président) et François POIRIER.

Pour remplir sa mission, le Comité s'appuie notamment sur l'audition des Commissaires aux comptes et du Directeur général adjoint - Finance. Il procède à l'examen des honoraires et se prononce sur les modalités de renouvellement des Commissaires aux comptes.

Comité des rémunérations et des nominations :

Le Comité des rémunérations et des nominations émet un avis sur les orientations stratégiques de la société en matière de ressources humaines. Il assiste le Conseil d'Administration en formulant notamment des recommandations sur la composition du Conseil et des Comités, ainsi que sur la rémunération de leurs membres.

Au 31 décembre 2011, il est composé de deux administrateurs indépendants, MM. Daniel VANIER (Président) et Roland BELLANDE.

Le Comité des rémunérations et des nominations se prononce sur les règles de fixation de la part variable des dirigeants et sur la politique d'attribution des stock-options et d'attribution gratuite d'actions. La rémunération variable des dirigeants est définie à partir d'objectifs de résultat du Groupe. La Société ne verse ni de prime de bienvenue ni de « golden » parachutes à ses dirigeants.

Comité de la stratégie et du développement :

Le Comité stratégie et développement a pour mission de donner au Conseil son avis sur les grandes orientations stratégiques de la Société et du Groupe et sur la politique de développement, et toute autre question stratégique importante dont le Conseil se saisit.

Il a également pour mission d'étudier en détail et de formuler un avis auprès du Conseil sur les questions qui lui sont soumises relatives aux opérations majeures d'investissement, de croissance externe ou de désinvestissement et de cession.

Au 31 décembre 2011, il est composé de 3 administrateurs indépendants : MM. François POIRIER (Président), Daniel VANIER et Roland BELLANDE, et du Président du Conseil d'administration, M. Hugues SOUPARIS.

1.3.2 Indiquer si le président du conseil d'administration (ou assimilé) est aussi un administrateur exécutif (et dans ce cas, indiquer ses fonctions dans l'organigramme de l'organisation et les raisons de cette disposition)

Hologram. Industries adhère également aux principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées issus des rapports Vienot de juillet 1995 et de juillet 1999, ainsi que du rapport Bouton de septembre 2002, tels que repris dans le rapport du groupe de travail AFEP-MEDEF d'octobre 2003 et d'octobre 2008. La société s'efforce notamment d'appliquer les recommandations relatives à :

- la responsabilité et l'intégrité des dirigeants et des administrateurs ;
- la transparence et la divulgation des informations ;
- le respect des droits des actionnaires.

Néanmoins, compte tenu de la taille de la Société, les recommandations préconisées par le rapport du groupe de travail AFEP-MEDEF sont appliquées en tenant compte de sa configuration spécifique. Ainsi, il n'a pas été procédé à la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général, M. Hugues SOUPARIS, fondateur de l'entreprise, détenant la majorité du capital. Le Conseil d'Administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général.

1.3.3 Pour les organisations ayant un système de conseil d'administration (ou assimilé) à organe unique, indiquer le nombre d'administrateurs indépendants et/ou non exécutifs

En date du 31 décembre 2011, le Conseil d'Administration est composé de six administrateurs, dont la liste est la suivante :

Monsieur Hugues SOUPARIS (Président),
Madame Michèle BAUR,
Monsieur Daniel VANIER (administrateur indépendant),
Monsieur François POIRIER (administrateur indépendant),
Monsieur Roland BELLANDE (administrateur indépendant),
Monsieur Nathan SOUPARIS
Madame Sandra LE GRAND (administrateur indépendant),

En application des recommandations du rapport AFEP/MEDEF d'octobre 2003, les critères retenus par la Société afin de qualifier un administrateur d'indépendant et de prévenir les risques de conflit d'intérêts entre l'administrateur et la direction, la Société ou le Groupe sont les suivants :

- ne pas être salarié ou mandataire social de la Société, salarié ou administrateur de la société mère ou d'une société qu'elle consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;

- ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement significatif de la Société ou du Groupe, ou pour lequel la Société ou le Groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans.

La qualification d'administrateur indépendant est débattue annuellement par le Conseil d'administration au cours de la réunion relative à l'évaluation du gouvernement d'entreprise.

1.3.4 Mécanismes permettant aux actionnaires et aux salariés de faire des recommandations ou de transmettre des instructions au conseil d'administration (ou assimilé). Ce point inclut une référence aux processus concernant :

- L'utilisation des résolutions des actionnaires ou autres mécanismes permettant aux actionnaires minoritaires d'exprimer leur opinion devant le conseil d'administration (ou assimilé) ;

Les questions écrites peuvent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard le quatrième jour ouvré précédent la date de l'assemblée générale. Pour être prises en compte, ces questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Un ou plusieurs actionnaires représentant un certain pourcentage du capital ont également la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution.

Le pourcentage nécessaire pour l'inscription à l'ordre du jour points ou de projets de résolutions est fixé par l'article L. 225-105 alinéa 2 du code de commerce et par l'article R. 225-71 du Code de Commerce.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée. La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président du conseil d'administration accuse réception des demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution dans le délai de 5 jours à compter de cette réception.

Ces points et projets de résolution, qui doivent être communiqués aux actionnaires, sont inscrits à l'ordre du jour. Les projets de résolution sont soumis au vote de l'assemblée

- l'information et la consultation des salariés sur les relations de travail avec les organes de représentation formelle tels que les comités d'entreprise, et représentation des salariés au sein du conseil d'administration (ou assimilé) de l'organisation. Identifier les questions liées à la performance économique, environnementale et sociale, soulevées par le biais de ces mécanismes au cours de la période de reporting.

Sept représentants du personnel formant le Comité d'Entreprise ont été élus en octobre 2009, dont quatre sont titulaires et deux sont suppléants. Aucun syndicat n'est représenté. Une réunion avec la Direction se tient mensuellement. Le Comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) se réunit trimestriellement.

1.4 – Stratégie et analyse

Les avancées technologiques constantes, la croissance économique mondiale, le progrès social et la protection de l'environnement sont des enjeux incontournables dans le monde industriel d'aujourd'hui.

Le succès industriel et commercial du groupe HOLOGRAM. INDUSTRIES dépend de notre capacité à intégrer ces facteurs et à améliorer la qualité des services et des produits fournis, tout en protégeant les biens, les personnes et l'environnement.

C'est pourquoi, conscient de ces différents enjeux, et soucieux de ses responsabilités, HOLOGRAM. INDUSTRIES s'est engagé dans une politique de développement durable, porté par la conviction du management et l'engagement volontariste qui en découle.

Dans un souci de cohérence entre sa volonté et sa performance dans la durée, la stratégie de l'entreprise est fondée sur un équilibre dynamique entre les performances économiques et sociétales. Chacun à notre niveau, nous avons la responsabilité d'appliquer et d'encourager le respect des règles et des bonnes pratiques établies. Ceci afin d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. C'est en suivant cette voie que nous pourrons progresser et travailler de manière plus sûre pour notre personnel et nos clients, et transmettre aux générations futures un environnement préservé.

1.5 – La politique développement durable de HOLOGRAM INDUSTRIES

QUALITE

La satisfaction de nos clients est prioritaire. Pour répondre à leurs exigences et leurs besoins, nos objectifs sont :

- ✓ Concevoir des produits sûrs et innovants, conformes aux exigences de nos clients,
- ✓ Fournir à nos clients un service de haute qualité,
- ✓ Assurer un traitement sûr et rapide des réclamations

La certification du groupe selon le référentiel ISO 9001 traduit cette volonté d'amélioration continue.

HYGIENE, SANTE, SECURITE AU TRAVAIL

Notre volonté est de créer et de maintenir les conditions de travail permettant de réduire au minimum les risques d'accident et de prévenir les maladies professionnelles pour l'ensemble du personnel intervenant sur notre site.

Aussi, nous nous engageons à :

- ✓ Identifier les risques et mettre en œuvre des actions visant à les diminuer et les maîtriser,
- ✓ Développer la culture Santé & Sécurité,
- ✓ Sensibiliser le personnel aux risques et à leur maîtrise

ENVIRONNEMENT

La certification du groupe selon le référentiel ISO 14001 porte nos principes d'actions sur la mise en conformité des installations du site, l'identification périodique de nos impacts environnementaux avec l'établissement d'un programme d'actions et tout cela dans un souci de conformité réglementaire et d'amélioration continue. Nos engagements portent sur :

- ✓ La qualité de l'air et de l'eau que nous rejetons ainsi que la prévention des pollutions,
- ✓ La gestion de nos déchets industriels,
- ✓ La gestion de nos ressources naturelles

SÛRETE

La garantie d'une fabrication dans des conditions sûres, à l'abri de toute malveillance interne et externe est la clé de notre activité.

C'est pourquoi nous sommes déterminés à :

- ✓ Eliminer les risques de malveillance interne ou externe
- ✓ Améliorer sans cesse le système de management de la sûreté, conformément aux exigences des grands donneurs d'ordre

2. Les enjeux RSE : une réalité de terrain

2.1 – Le Système de Management de l'Environnement

Protéger l'environnement dans lequel nous évoluons est un axe de développement sur lequel Hologram. Industries s'appuie fortement. Les enjeux stratégiques liés aux impacts sur l'environnement de notre activité nous ont conduits à mettre en place une organisation efficace, s'appuyant sur un système de management qui permet d'évaluer ces impacts et de les réduire autant que possible. Certifié ISO 14001 :2004 depuis 2010, l'entreprise s'est engagé à suivre et respecter les exigences réglementaires de ses activités ainsi que les besoins et autres exigences de ses parties prenantes, tout en travaillant sur des problématiques qui vont au-delà des simples exigences réglementaires.

En plus de la volonté de maîtrise de ses impacts environnementaux, Hologram. Industries a su développer une forte motivation chez ses employés en les impliquant globalement dans une démarche responsable : Une prime « Environnement » a été créée pour les ouvriers qui ont su déceler une amélioration liée aux impacts sur l'environnement. Le service QHSE a mis en place un service d'information et de documentation sur les thématiques « responsables » auxquelles pourraient bénéficier les employés : Comment obtenir un prêt à taux zéro pour les aménagements énergétiques de la maison, l'éco-conduite, l'encouragement au covoiturage, etc.

L'entreprise s'est donc résolument tournée vers la réduction de son empreinte écologique, de façon systématique et chiffrée, afin de se maintenir comme leader international sur ses marchés, innovant et créant de la valeur tout en privilégiant la prévention des pollutions.

2.2 – Diminution des impacts environnementaux de la société

Depuis la mise en œuvre de son système de management de l'environnement, Hologram. Industries a investi plusieurs dizaines de milliers d'euro et quelques cent milliers d'euro l'an dernier (voir EN 30) dans des études ou travaux d'aménagement entrant directement dans la lutte contre les pollutions.

En 2010, la société a fait changer l'intégralité des ballastes des tubes néons par des ballastes électroniques dernière génération, permettant ainsi de réduire la consommation électrique liée à l'éclairage des ateliers de production. Tous les tubes néons ont été changés en tube de classe A, à faible consommation d'énergie.

La même année, un échangeur a été installé, afin de récupérer l'énergie calorifique d'une chaudière de production pour réchauffer l'air ambiant de l'atelier de production voisin.

En 2011, avec l'aide de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, la société a investi dans la modernisation de ses systèmes de traitement des eaux en acquérant deux systèmes entièrement neufs selon les meilleures techniques disponibles.

Depuis 2009, la société compense les émissions carbone de ses déplacements professionnels en avion et de ses déplacements professionnels domicile-travail pour ses employés. La compensation carbone permet généralement de limiter les émissions de CO2 ailleurs que chez soi : « celui qui achète un "crédit" d'une tonne de CO2, incite un acteur économique, où qu'il soit, à développer un projet permettant d'économiser une tonne de CO2. »

Ainsi, des fonds ont pu être injectés dans des projets de fours solaires en Afrique ou encore dans une ferme éolienne en Chine. Ce dernier projet a permis d'empêcher l'émission de presque 1.000 tonnes de CO2 dans l'atmosphère, ce que Hologram Industries France et ses filiales ont émis en une année pour leurs déplacements professionnels.

Conscient que la compensation carbone n'est pas un « passe droit » pour continuer d'en émettre, Hologram. Industries, en avance sur ses obligations, a réalisé son bilan carbone (selon le guide de l'ADEME) pour l'année 2010.

2.3 – Lutte contre le réchauffement climatique : le bilan carbone

Dans son activité, Hologram Industries émet des émissions de gaz à effet de serre (GES), principaux responsables du réchauffement climatique. Dans une prise en compte plus globale des enjeux environnementaux et afin de pousser plus loin son engagement dans la diminution de ses impacts sur la qualité de l'air et le réchauffement climatique, la société a fait appel en 2011 au bureau d'étude Maîtrise de l'Energie en Ville (MEV) afin de réaliser son bilan carbone pour l'année 2010.

Le Bilan Carbone s'impose comme l'étude de référence pour le calcul de son impact environnemental. Il permet de transcrire toutes les activités de Hologram. Industries en équivalent carbone et propose un plan d'actions afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, le Bilan Carbone prend en compte toutes les activités de Hologram Industries et vise à définir :

- le calcul des émissions de GES générées par les activités du cadre de l'étude
- la hiérarchie du poids des émissions en fonction des postes d'émissions
- de nouveaux indicateurs aidant à un bon reporting environnemental, en vue d'améliorer la précision de son Bilan Carbone®

Les actions préconisées, suite aux résultats, sont déclinées en plan d'actions à court et moyen termes ainsi que les axes stratégiques de développement possible. L'objectif est donc de dresser une liste d'améliorations possible et d'évaluer dans le temps leur efficacité et le gain obtenu en réduction Carbone.

2.4 – Notation extra financière et récompenses

2.4.1 L'indice GAIA - Middledenext

Crée en 2008, l'Index Gaia est le système d'informations extra financière spécialisé sur les valeurs moyennes. Selon la définition retenue par les partenaires du Gaia index, une société est une valeur moyenne si 2 des 3 critères ci- après sont vérifiés : un chiffre d'affaire inférieur à 3 milliards d'euro, le nombre d'employés inférieur à 5000 et la capitalisation inférieur à 2 milliards d'euro. Cette définition couvre ainsi 450 sociétés cotées sur les compartiments A, B, C et Alternext de NYSE Euronext Paris (hors « financière »).

La base de données Gaia Index rassemble l'information Economique, Sociale et de Gouvernance (ESG) disponible sur chaque société. La notation proposée mesure essentiellement le degré de disponibilité de l'information. Cette offre permet ainsi aux utilisateurs d'accéder à une information standard sur un large panel de sociétés traditionnellement peu couvertes.

En résumé, les 3 objectifs fondateurs du Gaia Index sont :

- 1- Développer un standard d'information extra financière à la portée des valeurs moyennes ;
- 2- Promouvoir la production d'informations extra financière auprès des valeurs moyennes ;
- 3- Etablir à moyen terme un lien entre la performance extra financière, la performance économique et la performance boursière des valeurs moyennes.

2.4.2 Récompense extra financière

En 2010, Hologram. Industries a reçu, le Trophée Ethifinance pour sa performance éthique et globale. Cette distinction récompense la stratégie RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise) de l'entreprise, synthèse du modèle de bonne gouvernance, de gestion du capital humain et de gestion des impacts environnementaux.

Dans le top 30 des entreprises qui comprend 17% d'entreprise de taille importante, 57% d'entreprise de taille moyenne et 27% de petites entreprises, l'« extra financier » n'est pas une question de moyens financiers, puisqu'en 2011, Hologram.Industries arrive à la quatrième place du secteur « Industrie » sur 230 sociétés pour sa performance ESG.



	Industrie	Capi
1	Bic	3041
2	Technicolor	224
3	Soitec	431
3	Stallergenes	607
4	Hologram Industries	100
4	Parrot	205
5	Bonduelle	527
5	Seche Environnement	239
5	Vetoquinol	266

2.4.3 Autres récompenses reçues

Hologram. Industries a également remporté le 22 septembre 2010 le Grand prix du « Gouvernement d'Entreprise » organisé par l'AGEFI, dans la catégorie valeurs moyennes.

Les Grands Prix du Gouvernement d'entreprise AGEFI ont pour objet de distinguer les émetteurs, les conseils d'administration et de surveillance qui répondent aux attentes réelles des investisseurs (mandants et mandataires), de souligner les initiatives marquantes prises en matière de Gouvernement d'Entreprise afin de consolider la confiance et d'encourager la mise en œuvre des règles et pratiques de Corporate Gouvernance.

2.5 – Dialogue avec les parties prenantes

2.5.1 Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation

Les parties prenantes comprises par la Société comprennent les clients, les fournisseurs, la société civile, les actionnaires, les salariés, l'administration, l'environnement naturel et sociétal.

2.5.2 Base d'identification et sélection des parties prenantes avec lesquelles dialoguer

La base d'identification et de sélection des parties prenantes avec lesquelles dialoguer s'oriente naturellement vers l'ensemble des groupes sociaux et professionnels qui entre en interaction avec les activités du groupe. Le but est d'assurer une communication vers les

parties intéressées externes et de donner une information factuelle et crédible sur l'activité du site en présentant par exemple la politique environnementale ou encore les résultats et bilans annuels de l'entreprise. Toute partie intéressée externe à l'entreprise qui souhaite avoir des renseignements sur les éventuels impacts environnementaux de la société peut en faire la demande. Toute demande qui entre en relation directe avec l'activité de la société et les impacts environnementaux qu'elle génère sera renseignée et consignée.

Au niveau des administrations (DRIEE, Préfecture, etc.) Hologram. Industries communique par le biais de courrier ou de réunion. La DRIEE et la préfecture sont informées par courrier et dans les plus brefs délais en cas d'accident environnemental. La gestion des demandes externes permet à l'entreprise d'être à l'écoute de l'extérieur et d'être transparente quant à sa démarche d'exploitation et de son système de prévention des nuisances et des pollutions.

L'intégrité des enregistrements comptables est une condition essentielle à la bonne gestion du Groupe et à la communication d'une information financière fidèle et sincère. Les registres, livres et états comptables ainsi que les comptes sociaux ou consolidés des entités du Groupe doivent refléter de façon sincère et appropriée les transactions effectuées par ces entités conformément aux règlements en vigueur, aux principes comptables applicables et aux procédures de reporting et de contrôle interne du Groupe. De la même façon, les informations comptables et financières transmises dans le cadre des procédures de reporting du Groupe doivent permettre d'apprécier avec exactitude la situation financière des entités concernées.

Tout collaborateur amené à effectuer des enregistrements comptables doit faire preuve de précision et d'honnêteté et s'assurer de l'existence de pièces ou de documents adéquats correspondant à chaque enregistrement. Tous les collaborateurs doivent se conformer aux principes et consignes concernant l'établissement ou la conservation de factures, notes de frais et autres pièces donnant lieu à une comptabilisation. Les fonds ou actifs non comptabilisés ne peuvent être détenus ou conservés à moins que cette détention soit permise par la réglementation et les principes comptables applicables après revue par les auditeurs externes.

Le Groupe veille au respect des réglementations boursières et des principes de gouvernement d'entreprise. Les rapports publiés de façon périodique par Hologram. Industries ou d'autres entités du Groupe ou communiqués aux autorités publiques doivent présenter des informations complètes, sincères, exactes, compréhensibles et à jour concernant la situation du Groupe ou de ses différentes entités.

3. Motiver et renforcer la cohésion des employés

3.1 – L'amélioration du bien-être au travail

Dans le cadre de l'amélioration du bien-être au travail de ses salariés, la société a lancé en 2010 une grande consultation avec l'aide d'un cabinet de conseil sous forme d'audit de la performance sociale. Cette consultation a eu pour but de détecter et préciser les facteurs susceptibles d'influer sur la performance des salariés au travail et finalement de mesurer le vécu au travail des salariés.

Le baromètre de mesure de cette étude portait sur le climat social, l'exposition des collaborateurs au stress, l'implication au travail des salariés, l'engagement organisationnel, le sentiment d'appartenance et l'adhésion aux valeurs professionnelles et la représentation de la « valeur travail ».

Ce qui est mesuré, ce n'est pas la réalité des choses telles qu'elles sont mais telles que les salariés se la représentent.

Les résultats rendent compte du ressenti des salariés à cette période qui a pu évoluer depuis, en fonction d'événements nouveaux.

En menant cette enquête, la Direction a souhaité préciser les actions correctives qui semblent les plus appropriées pour l'année 2011 et 2012, notamment sur :

- La reconnaissance au travail,
- La mise en place des formations management pour les managers
- Le renforcement de la mobilité interne (améliorer la diffusion des postes ouverts en internes, mis en place de processus de recrutement en interne, etc.

3.2 – La mobilité interne

Au niveau de l'évolution de carrière, 2011 a vu la mise en place d'un réel processus de mobilité interne en passant notamment par :

- La diffusion systématique des postes ouverts,
- Des entretiens avec la Responsable des Ressources Humaines (RRH) et le responsable du service recruteur,
- Des analyses de candidatures et entretiens entre la RRH et le responsable du service recruteur et du service d'appartenance du candidat

3.3 – L'égalité des chances pour renforcer l'attractivité (Indicateur HR4)

La diversité des collaborateurs et des cultures représentées au sein du Groupe constitue une richesse importante. Dans le cadre de ses engagements d'employeur, le Groupe est déterminé à offrir à ses collaborateurs des chances égales de reconnaissance et d'évolution de carrière, quelles que soient leur origine, leur sexe, leur croyance, et ne tolère aucune forme de discrimination ou de harcèlement.

Ces principes s'appliquent aux recrutements effectués par le Groupe.

La société ne fait aucune discrimination à l'embauche où ce sont les études, le parcours et la qualité de l'entretien qui déterminent l'embauche ou pas.

De même, au cours de la carrière professionnelle, ce sont la qualité du travail, les compétences, l'implication mais aussi les opportunités au sein de l'organisation qui déterminent une possible mobilité.

3.4 – La charte de l'Environnement

La charte de l'environnement de Hologram. Industries énonce 10 principes simples et répétables afin d'inciter le personnel à une meilleure prise en compte de l'environnement dans leur geste du quotidien. Cette charte annonce entre autre des conseils sur l'impression du papier, l'économie d'énergie et des ressources en eau, elle rappelle les règles de tri au bureau ou encore encourage au covoiturage et au déplacement en train plutôt qu'en avion.

Cette charte a été mise en place pour fédérer le personnel de la société autour d'un objectif commun : la réduction et la maîtrise de nos impacts sur l'environnement.

4. Sur notre rapport

4.1 – Profil du rapport

4.1.1 Période considérée pour les informations fournies

Le période du reporting s'étale sur 2010 -2011

4.1.2 Date du dernier rapport publié, le cas échéant

Le premier rapport a été publié pour la période 2009-2010

4.1.3 Cycle considéré

Le cycle considéré est annuel

4.1.4 Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu

Mlle Marion ALLARD, Responsable QHSE

M. Grégoire MERESSE, Ingénieur Environnement et Sécurité

4.2 – Champ et périmètre du rapport

4.2.1 Processus de détermination du contenu du rapport et notamment :

La détermination du contenu du rapport s'est basée sur les principes guides des lignes directrices de la GRI. Le contenu du rapport respecte le principe d'équilibre qui assure la diffusion des aspects positifs et négatifs de la performance de l'organisation. Notons cependant, qu'en raison de la jeunesse du système de reporting interne de l'entreprise, toutes les données d'entrées techniques qui pouvaient donner lieu à l'élaboration d'indicateurs n'étaient pas forcément disponibles. Dans la mesure des données disponibles, l'entreprise a tenu à respecter le principe d'équilibre et s'emploiera à diffuser davantage d'informations dans la diffusion de ses prochains reporting.

Par ces mêmes principes, HOLOGRAM INDUSTRIES a tenu à élaborer son rapport dans un souci de comparabilité en produisant un modèle qui permettra de comparer d'une année sur l'autre, l'évolution de sa performance. En suivant à la lettre le guide d'élaboration pour son premier reporting, l'entreprise fait gage de fiabilité, de clarté et d'exactitude dans la diffusion de ses informations permettant ainsi aux parties prenantes, de pouvoir évaluer de façons précise la performance de l'organisation.

Au même titre que son système de management de la qualité et de l'environnement, l'entreprise s'engage à améliorer de façon continue l'exhaustivité et l'équilibre des informations qu'elle diffuse.

4.2.2 Périmètre du rapport (pays, divisions, filiales, installations en crédit-bail, coentreprises, fournisseurs, par exemple), voir pour plus amples informations le Protocole GRI sur le périmètre

Le rapport s'inscrit dans un périmètre qui concerne uniquement le site de Bussy Saint-Georges (France).

4.2.3 Indication des éventuelles limites spécifiques du champ ou du périmètre du rapport

Le rapport couvre les activités du site principal (Hologram. Industries France).

4.2.4 Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises, filiales, installations en crédit-bail, activités sous-traitées et autres situations susceptibles d'avoir une incidence majeure sur les possibilités de comparaison d'une période à l'autre et/ou d'une organisation à l'autre

Non applicable

4.2.5 Explication des conséquences de toute reformulation d'informations communiquées dans des rapports antérieurs et des raisons de cette reformulation (par exemple fusions/acquisitions, modification de la période considérée, nature de l'activité, méthodes de mesure)

Non applicable

4.2.6 Changements significatifs, par rapport à la période couverte par les rapports antérieurs, du champ, du périmètre ou des méthodes de mesure utilisées dans le rapport

Non applicable

5. Indicateurs DE PERFORMANCE

5.1 Indicateurs Environnementaux

EN 3

Consommation d'énergie directe
répartie par source d'énergie primaire

En Giga joule

Sources d'énergie directe non renouvelables

2010

2011

Gaz naturel

1 978

2 798

La consommation de gaz est directement liée à une activité unique d'enduction de colle. La consommation thermique a augmenté de 41% entre 2010 et 2011 alors que la production globale liée à cette activité a baissée de 14,6% sur la même période. L'explication n'est pas liée à une perte d'efficacité énergétique mais au passage de l'activité en 3/8 sur ce poste au cours de l'année 2011. En produisant moins de mètre sur cette activité, mais avec une laize plus importante et au rythme des 3/8, la consommation thermique a augmentée.

EN 4

Consommation d'énergie indirecte
répartie par source d'énergie primaire

En Giga joule

	2010	2011
Energie intermédiaire provenant de sources d'énergie non renouvelables		
Electricité	8 145	8 862
Chauffage et la climatisation	0	0
Vapeur	0	0
Energie nucléaire	0	0
Autres formes d'énergie importées	0	0
Energie intermédiaire provenant de sources d'énergie renouvelables		
Energie solaire	0	0
Energie éolienne	0	0
Energie géothermique	0	0
Energie hydroélectrique	638	784
Energie intermédiaire à base de biomasse	0	0
Energie intermédiaire à base d'hydrogène	0	0
Autres sources non identifiées	337	278

Energie indirecte totale consommée par sources indirectes non renouvelables	8 145	8 862
Energie indirecte totale consommée par sources indirectes renouvelables	976	1 062
Energie primaire correspondante totale consommée pour la produire	9 121	9 924

L'année 2011 a été à peine plus énergivore en électricité que 2010 avec 2,75 millions de KWh consommés en 2011 contre 2,53 millions en 2010.

Cependant, rapporté à la production lancée en mètre carré sur l'ensemble de la production du site, l'année 2011 a été plus efficace énergétiquement. En effet, on est passé de 1,13 KWh consommé pour un mètre carré de film lancée en 2010 contre 1,09 KWh en 2011. A défaut de parler de performance énergétique, on parlera plutôt de stabilité énergétique pour 2011.

EN 5

Energie économisée grâce à l'efficacité énergétique

En 2009, la société a investi dans un échangeur de chaleur permettant de récupérer la chaleur calorifique non utilisée d'une chaudière à gaz pour la redistribuer dans le réseau de climatisation d'un atelier de production. Les calories qui ne sont pas entièrement utilisées par la chaudière et qui servent à réchauffer les fours d'une machine de production, passe dans un échangeur inversé afin d'être réutilisé pour le chauffage de l'atelier de production. Cet investissement permet une économie d'énergie de 40%. Cette économie d'énergie provient du système de climatisation existant utilisant l'électricité comme source d'énergie.

En 2011, cette installation est toujours opérationnelle.

EN 6

Initiatives pour fournir des produits et des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré ; réductions des besoins énergétiques obtenues suite à ces initiatives

Aucune initiative qui puisse être réellement quantifiée n'a pu être présentée par la société. Néanmoins, en 2011, HOLOGRAM INDUSTRIES a mis en place des initiatives pour réduire largement sa consommation d'eau, réduisant ainsi sa consommation de moitié entre 2010 et 2011 (voir EN8).

EN 7

Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues

Consommation de matériaux à forte intensité énergétique

HOLOGRAM INDUSTRIES n'a pas mis en place de stratégie pour réduire significativement la consommation de matériaux à forte intensité énergétique et l'énergie pour sa production en sous-traitance.

Tourisme d'affaires

Le personnel concerné par le tourisme d'affaire organise, dans la mesure du possible, des réunions en conférence audio-visuelle plutôt que d'organiser un déplacement en France ou à l'étranger.

La charte Environnement de Hologram. Industries encourage ce type d'organisation tout comme les déplacements en train plutôt qu'en avion lorsque cela est possible.

Transport des salariés

Le personnel de Hologram. Industries réalise le covoiturage pour ses déplacements domicile travail (lorsque cela est possible) et la société encourage cette initiative en leur attribuant des places réservées.

EN 8

Volume total d'eau prélevé par source

Sources d'approvisionnement	Volume total d'eau prélevé (m3/an)	
	2010	2011
<i>Eaux de surface, y compris l'eau provenant de zones humides, rivières, lacs et océans</i>	0	0
<i>Nappe phréatique</i>	0	0
<i>Eaux pluviales recueillies directement par l'organisation et stockées</i>	0	0
<i>Eaux usées, via une autre organisation</i>	0	0
<i>Eaux de ville ou autres services d'approvisionnement en eau</i>	6 655	2 883
Total d'eau prélevé	6 655	2 883

Le volume d'eau consommée par an ne cesse de diminuer depuis 2007.

En 2011, la consommation totale d'eau par Hologram. Industries a chuté de plus de 56% par rapport à 2010.

Cette baisse de la consommation d'eau s'explique par la mise en circuit fermée de l'ensemble de nos machines de production depuis 5 ans. De plus, la société a investie au troisième trimestre 2011 dans des systèmes de nettoyage à sec n'utilisant plus du tout d'eau.

EN 9

Sources d'approvisionnement en eau significativement touchées par les prélèvements

L'eau distribuée sur la commune de Bussy-Saint-Georges provient de l'usine d'Annet-sur-Marne qui prélève l'eau dans la Marne. Aucun prélèvements d'eau n'est effectués sur une masse d'eau reconnue par les experts comme particulièrement sensible en raison de sa taille, fonction ou statut de source rare, menacée ou en voie de disparition (ou bien parce qu'indispensable à la survie d'une espèce végétale ou animale spécifique en voie d'extinction). Aucun prélèvement n'est effectué sur une zone humide recensée sur la liste de Ramsar ou sur toute autre zone nationalement ou internationalement reconnue comme protégée et ce, quel que soit le taux de prélèvement.

EN 10

Pourcentage et volume total d'eau recyclée et réutilisée

	2010	2011
Volume total d'eau recyclée/réutilisée par l'organisation en mètres cubes par an (m3/an)	0	0
Part du volume total d'eau recyclée/réutilisée sur volume total d'eau consommée en EN8	0 %	0 %

Hologram. Industries a investi en début d'année 2012 dans une technologie de laser optique qui ne nécessite pas l'utilisation de l'eau. Cette nouvelle technologie se substituera à l'ancienne pour arriver à une consommation zéro à l'horizon 2014. Les premiers effets bénéfiques sur le volume total d'eau consommée seront visibles dès fin 2012.

En outre, et principalement pour les eaux usées, la société a passé l'intégralité de ses process concernés en circuit fermé.

EN 11

Emplacement et superficie des terrains détenus, loués ou gérés dans ou au voisinage d'aires protégées et en zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées

Le site de Hologram. Industries est situé à Bussy-Saint- Georges en Seine et Marne et ne se situe dans aucune zone d'intérêt écologique du type ZNIEFF (Zone d'intérêt écologique, Faunistique et Floristique), ZICO (Zone d'intérêt pour la conservation des Oiseaux) ou Natura 2000. Déclaré comme activité de production, le site a une superficie de 0,0078 km² et n'est pas reconnue comme ayant un statut d'air protégée (catégorie de gestion d'une aire protégée - UICN ; Convention de Ramsar, législation nationale, Natura 2000, etc).

EN 12

Description des impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité des aires protégées ou des zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées

Dans le cadre de son Système de Management de l'Environnement, Hologram. Industries à identifié et évalué ses impacts environnementaux significatifs. Aucun des impacts de ses activités, produits et services ne touchent la biodiversité des aires protégées ou des zones riches en biodiversité. Hologram. Industries identifie de façon périodique ou à l'arrivée de chaque nouvelle activité, les impacts environnementaux qui touchent son environnement.

Ces impacts sont ensuite évalués en fonction de leur maîtrise et de leur gravité. Chaque nouvel impact significatif rentre dans un programme d'action afin de réduire voire de supprimer l'occurrence de cet impact.

Ainsi, la société procède à la suppression de ses impacts environnementaux les plus significatifs pour ensuite s'attaquer à ceux les moins significatifs et cela dans l'objectif d'arriver à une maîtrise la plus globale de ses impacts sur l'environnement.

Les principaux impacts significatifs touchent à la qualité des eaux de rejets industrielles ainsi qu'à la qualité de l'air. Hologram. Industries a doté ses activités industrielles de systèmes de traitement des eaux modernes et adaptés au type de pollution engendré. La qualité des eaux de rejet est contrôlée périodiquement suivant un calendrier précis surveillé par l'administration et respectant les valeurs seuils réglementaires.

De plus, les eaux de rejets industrielles de la société sont raccordées au réseau public d'assainissement gageant, de la qualité des eaux avant rejet dans le milieu récepteur.

Dans ce cadre la société a signé une convention de déversement des eaux avec le syndicat d'assainissement de Lagny-sur-Marne, afin de garantir la qualité de nos eaux de rejets avant traitement final.

Par ce biais, Hologram. Industries maîtrise totalement la qualité de ces eaux de rejets industrielles en limitant son impact sur la biodiversité.

EN 13

Habitats protégés ou restaurés

HOLOGRAM INDUSTRIES réalise son activité dans un parc d'activités dédié à l'activité industrielle, le parc d'activité Gustave Eiffel de Bussy-Saint-Georges. Dans ce sens, l'activité de la société ne touche aucunes zones ou habitats à statut protégé (voir EN 11) et n'a donc pas mis en place de stratégie ou de partenariat avec un tiers.

EN 14

Stratégies, actions en cours et plans futurs de gestion des impacts sur la biodiversité

Afin de mener à bien sa politique de gestion de la biodiversité, Hologram. Industries identifie de façon périodique, ou bien à chaque changement ou renouvellement d'activités, ses impacts sur l'environnement. A chaque fois les impacts sont identifiés dans 7 rubriques : Eau, Air, Sol/sous-sol, Déchets, Bruit, Ressources naturelles et Paysage. Pour chacune de ces rubriques on identifie les impacts de notre activité sur l'environnement et la biodiversité.

Une fois identifiés, les impacts sont évalués en suivant 3 critères : l'occurrence de cet impact, sa gravité et la maîtrise que l'on en a. Avec le facteur de la fréquence et de la gravité d'un impact, on obtient la criticité. Le facteur Criticité et Maîtrise de l'impact détermine une note qui permet de hiérarchiser l'impact en fonction de son importance.

Un impact environnemental ayant reçu une note allant au-delà d'un seuil défini dans une procédure interne est alors automatiquement considéré comme significatif.

Les impacts environnementaux significatifs sont associés à des objectifs et des cibles dans le but d'établir un programme environnemental. Les cibles doivent toujours être chiffrées de sorte que l'on puisse justifier que l'objectif a été atteint.

L'intégralité de ce système d'identification et d'évaluation est contrôlé dans le cadre des audits environnementaux de suivi qui sont réalisés annuellement par un cabinet d'audit agréé et externe à l'entreprise.

Si le public fait une demande d'information justifiée concernant un impact environnemental significatif, la société la lui communiquera.

EN 15

Nombre d'espèces menacées figurant sur la Liste rouge mondiale de l'UICN et sur son équivalent national et dont les habitats se trouvent dans des zones affectées par des activités, par niveau de risque d'extinction

Les sites de production de la société ne se trouvent pas dans des zones protégées où se trouvent des espèces figurant sur la liste rouge de l'UICN.

EN 16

Emissions totales, directes ou indirectes, de gaz à effet de serre, en poids (teq CO₂)

	En teq Co2
Méthodologie utilisée	2010
Bilan carbone selon méthodologie ADEME	4 400

Certifié Iso 9001 depuis 2004 et engagé dans une politique environnementale volontaire, l'entreprise est certifiée ISO 14001:2004 depuis 2010. Dans ce cadre, l'entreprise a souhaité établir pour la première fois le profil de ses émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) sur l'année 2010.

Pour cela Hologram. Industries a réalisé le bilan carbone de ses activités. Cette étude vient compléter les outils d'analyse de la performance environnementale de l'entreprise, apporte de nouvelles actions à mettre en place, et participe à la communication liée à la démarche environnement de l'entreprise.

La société a volontairement choisie d'anticiper les contraintes réglementaires pour la réalisation de son bilan carbone.

EN 18

Initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réductions obtenues

La société a réalisé son bilan carbone pour la période 2010. Celui-ci a permis de faire ressortir un programme d'actions qui aura pour objectif de réduire de façon quantifiable ses émissions de gaz à effet de serre sur une période de 2 à 3 ans.

EN 21

Total des rejets dans l'eau, par type et par destination

Liste des rejets organisés	Par destination	Par méthode de traitement	Période	Volume total de rejets organisés ou non, en mètres cubes par an (m3/an)	Rejets éventuellement réutilisés par une autre organisation (m3/an)
Eaux usées 1 & 2	Station d'épuration des eaux usées de Saint-Thibault-des-Vignes (77400)	Traitement physico- chimique	2010	6 655	0
			2011	2 883	0

EN 22

Masse totale de déchets, par type et par mode de traitement

En tonne		
	2010	2011
Masse totale de déchets dangereux*	45	94
Compostage	0	0
Réutilisation	0	0
Recyclage	0	7
Valorisation	0	0
Incineration ** (ou utilisation en combustible)	45	87
Mise en décharge	0	0
Injection en profondeur	0	0
Stockage sur site	0	0
Masse totale de déchets non dangereux**	138	185
Compostage	0	0
Réutilisation	0	0
Recyclage	1	9
Valorisation	95	98
Incineration ** (ou utilisation en combustible)	42	77
Mise en décharge	0	0
Injection en profondeur	0	0
Stockage sur site	0	0
Autre non spécifié	0	1
Masse totale de déchets (dangereux + non dangereux)	182	279

* La méthode de traitement a été déterminée par l'organisation en fonction de la législation en vigueur

** Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie

La part des déchets dangereux à augmenter de la moitié en un an en raison de la génération de nouveaux déchets. En effet, les stations de traitement des eaux ont générés des déchets sous forme de boues à évacuer et l'autorisation de déversement du site avec la commune de Bussy-St-Georges à nécessité de récupérer les eaux d'un poste de travail en tant que déchets dangereux. Dans le but de réduire sa production de déchets dangereux, la société a investi fin 2011 dans des machines de nettoyage à sec n'utilisant pas d'eaux.

EN 23

Nombre total et volume des déversements accidentels significatifs

En 2011, un déversement accidentel de produit liquide non dangereux s'est réalisé dans un atelier de l'entreprise suite à une fuite sur du matériel de production. Le produit (environ 200 litres) a été entièrement contenu dans l'atelier car il s'est répandu lentement et le personnel sur place (formé à ce type d'exercice) a réagi immédiatement en contenant le déversement à l'aide de poudre et de coussins absorbants.

Le liquide répandu a été entièrement récupéré et éliminé en tant que déchet. Il n'y a eu aucun impact direct sur l'environnement excepté celui généré par la destruction du matériel absorbant en centre de retraitement.

EN 24

Masse des déchets transportés, importés, exportés ou traités et jugés dangereux aux termes de la Convention de Bâle, Annexes I, II, III et VIII ; pourcentage de déchets exportés dans le monde entier

Hologram. Industries n'est pas concerné par cet indicateur. La société gère l'intégralité de ces déchets dangereux par un prestataire français qui effectue ces opérations sur le sol français et certifié ISO 14001.

EN 28

Montant des amendes significatives et nombre total de sanctions non pécuniaires pour non-respect des lois et des réglementations environnementales

En 2010 et 2011, Hologram. Industries n'a pas enfreint les lois et réglementations de son état et n'a été soumise à aucunes sanctions administratives, judiciaires ou financières.

EN 29

Impacts environnementaux significatifs du transport des produits, autres marchandises et matières utilisés par l'organisation dans le cadre de son activité et du transport des membres de son personnel

Le fret aérien

Compte tenu du rayonnement international des activités de l'entreprise, les déplacements aériens sont très largement prépondérants. Les déplacements professionnels en avion et l'expédition de marchandises, sont la première source de pollutions chez HOLOGRAM INDUSTRIES en étant le premier facteur d'émissions de carbone.

Les déplacements domicile- travail

Les déplacements en voiture sont également très importants en termes d'émissions et plus spécifiquement du fait des déplacements domicile-travail. Les déplacements domicile-travail du personnel occupent également une place significative dans l'émission de Co2.

La nuisance sonore

Au regard du trafic de l'autoroute A4 (principal axe autoroutier passant à proximité de la zone d'activité Gustave Eiffel), l'activité d'Hologram. Industries est négligeable et n'impacte pas le trafic. Grâce à l'accès direct de la ZAC depuis l'autoroute A4, les véhicules ne traversent pas de zones d'habitations, ni le centre-ville de Bussy, ne gênant aucunement la tranquillité des habitants. Le trafic lié à l'activité de la société est estimé à seulement 102 véhicules légers et 3 poids lourd par jour.

EN 30

Total des dépenses et des investissements en matière de protection de l'environnement, par type

	En euro (HT)	
	2010	2011
Coûts relatifs à l'élimination des déchets, au traitement des émissions et à la réhabilitation		
Traitement et élimination des déchets	62 526	100 147
Traitement des émissions	1 223	178 088
Dépenses relatives à l'achat et à l'utilisation de permis d'émissions	0	0
Dépréciation du matériel afférant, maintenance, équipement et services d'exploitation, frais de personnel	0	0
Assurance pour garantir la responsabilité environnementale	0	5 129
Personnel employé pour l'éducation et la formation	0	0
Prestations externes de gestion environnementale	4 880	3 680
Certification externe de systèmes de management	4 200	4 200
Personnel affecté aux activités de gestion environnementale globale	30 000	31 500
Coûts relatifs à la gestion environnementale et à la prévention		
Recherche et développement	0	0
Dépenses extrabudgétaires pour des installations technologiques plus propres (coûts supplémentaires supérieurs à ceux des technologies standard, par exemple	7 124	0
Dépenses extrabudgétaires pour des achats écologiques ;	0	0
Autres coûts de gestion environnementale	0	0
Dépenses totales en matière de protection de l'environnement	109 953	322 744

Les dépenses et investissements en matière de protection de l'environnement ont plus que doublé de 2010 à 2011 notamment en raison de la rénovation des stations de traitements des eaux industrielles usées.

5.2 Indicateurs

SOCIETE

SO2

Pourcentage et nombre total de domaines d'activité stratégique soumis à des analyses de risques en matière de corruption

Le code de conduite des affaires de Hologram. Industries exige le respect des principes concernant la corruption.

Ce code de conduite interdit de verser, d'offrir ou d'accepter de verser des pots-de-vin ou consentir des avantages indus à un agent public et/ou une personne privée dans le but d'obtenir un traitement de faveur ou d'influencer l'issue d'une négociation à laquelle le Groupe est intéressé. Ces pratiques sont contraires à la loi dans la plupart des pays et à la convention internationale sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers en vigueur dans de nombreux pays. En cas de versement de pots-de-vin par un collaborateur dans le cadre de ses activités professionnelles, celui-ci s'expose ainsi à des sanctions pénales et à la remise en cause de son contrat de travail.

Aucun domaine d'activité stratégique n'est soumis à une analyse des risques en matière de corruption.

SO3

Pourcentage de salariés formés aux politiques et procédures anti-corruption de l'organisation

La mise en oeuvre des principes de conduite du Groupe repose sur des structures et des procédures combinant flexibilité et cohérence. Le soin est laissé à chaque entité du Groupe de mettre en oeuvre ces principes en fonction des contraintes locales résultant des lois et des règlements applicables ou du statut de ses collaborateurs. Le Groupe s'engage à promouvoir ces principes auprès de l'ensemble des Sociétés dans lesquelles il détient une participation, et veille à nouer des partenariats avec des tiers qui partagent les mêmes valeurs.

SO4

Mesures prises en réponse à des incidents de corruption

Le Groupe n'a relevé aucunes suspicions ni incidents de corruption depuis sa création.

Aucun procès pour trafic d'influence intenté à l'encontre de l'organisation ou à ses salariés n'a été porté en justice depuis la création de la société.

SO7

Nombre total d'actions en justice pour comportement anti-concurrentiel, infractions aux lois anti-trust et pratiques monopolistiques ; résultats de ces actions

La concurrence est nécessaire à l'obtention de l'efficacité économique. Elle est une des conditions essentielles de l'économie de marché dans lequel le Groupe s'inscrit. La plupart des pays ont mis en place des lois sur la concurrence qui interdisent les pratiques anticoncurrentielles : collusion, dumping...

Hologram. Industries a défini une politique en matière de concurrence qui s'inscrit dans le cadre d'un respect strict des diverses réglementations applicables. Tout manquement peut être sanctionné dans le respect des lois et règlements en vigueur. Il appartient à chaque collaborateur concerné de s'informer de la politique en matière de concurrence et d'en appliquer les principes dans le cadre de ses activités professionnelles. En outre, chaque collaborateur se doit de saisir les responsables concernés en cas de doute ou d'interrogation sur l'application de cette politique.

En 2010-2011, aucune action n'a été portée en justice pour comportement anti-concurrentiel, pratiques monopolistiques ou infractions aux lois anti-trust.

SO8

Montant des amendes significatives et nombre total de sanctions non financières pour non-respect des lois et des réglementations

Le Groupe n'a reçu aucune amende ou sanctions non financières pour non-respect des lois et des réglementations.

5.3 Indicateurs

Emploi, relations sociales et travail

LA 1

Effectif total par type d'emploi, contrat de travail et zone géographique

	2010	2011
Effectif total par zone géographique et par activité		
France	171	195
Nombre total de salariés permanents par type de contrat de travail		
CDI	165	182
CDD	5	12
Intérim	1	1

Fort de son activité, la société continue de recruter du personnel, poursuivant ses efforts d'ancrage territorial tout en favorisant le développement économique local.

LA 2

Taux de rotation*		2010	2011
Par zone géographique			
	France	9 %	7 %
Par sexe			
	Hommes	8,5 %	3,8 %
	Femmes	0,5 %	3,2 %

* Rapport du nombre de départs à l'effectif total

Le taux de rotation sur 2011 est de 7 %, en baisse par rapport à 2010. On remarque qu'en 2011, le taux de rotation hommes/femmes est équilibré.

LA 3

Prestations versées aux salariés à temps plein qui ne sont pas versées aux intérimaires, ni aux salariés en contrat à durée déterminée, ni aux salariés à temps partiel, par activités majeures

Seuls les salariés liés par un contrat de travail bénéficient des prestations sociales en vigueur au sein de la société.

Ainsi, ces salariés pourront bénéficier de :

- La mutuelle avec 1 mois d'ancienneté pour les CDI et 12 mois de contrat pour les CDD
- La prévoyance (longue maladie/décès) : dès le 1er jour du contrat
- La maternité : maintien de salaire
- La paternité : pas de maintien de salaire, versement d'indemnités par la CPAM en fonction des cotisations de l'intéressé
- La retraite : cotisations dès le 1er jour du contrat
- La participation et intéressement : salarié au sens du droit du travail (c'est-à-dire bénéficiant d'un contrat de travail avec l'Entreprise), sous réserve que ce dernier justifie au cours de la période de calcul et des 12 mois qui la précède d'une ancienneté minimum de trois (3) mois.

LA 4

Pourcentage de salariés couverts par une convention collective

	2010	2011
Pourcentage de salariés couverts par une convention collective par rapport à l'effectif total	100 %	100 %
Effectif total de salariés travaillant pour l'organisation	170	195
Nombre total de salariés couverts par une convention collective	170	195

LA 5

**Délai minimal de notification préalable
à toute modification d'organisation, en indiquant
si ce délai est précisé dans une convention collective**

Hologram. Industries consulte et informe les membres de la Délégation Unique selon les sujets à traiter. Il n'y a pas eu jusqu'à présent de sujet lié à des modifications profondes de l'organisation du travail et si tel était le cas, la société appliquerait les délais et agendas fixés par le législateur. Les réunions avec les membres de la Délégation Unique sont tenues mensuellement en présentant un ordre du jour et une convocation au plus tard 3 jours avant ladite réunion.

LA 6

**Pourcentage de l'effectif total représenté dans des comités mixtes direction-salariés
d'hygiène et de sécurité au travail visant à surveiller et à donner des avis sur les
programmes de santé et de sécurité au travail**

Le comité mixte que représente la Délégation Unique peut être amené à traiter de sujets liés aux conditions d'hygiène et de sécurité. Le site de Bussy-Saint-Georges et de Paris comptent 7 personnes sur 14 sièges à pourvoir (7 titulaires et 7 suppléants), ce qui représente 4,1 % de l'effectif, sachant que le nombre de sièges est défini par le Code du travail.

Si tous les sièges étaient pourvus cela représenterait 8.2 % de l'effectif (mode de calcul de l'effectif également déterminé par la Législation en vigueur).

Le comité mixte que représente le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du site de Bussy-Saint-Georges, compte 3 personnes. La législation exige 3 représentants dont au minimum 1 représentant de la catégorie agent de maîtrise / Cadre pour une tranche allant jusqu'à un effectif de 199 salariés. Dans ce sens la société respecte totalement ses prérogatives.

LA 7

**Taux d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'absentéisme, nombre
de journées de travail perdues et nombre total d'accidents du travail mortels, par
zone géographique**

Taux d'absentéisme*		2010	2011
Par zone géographique			
	France	3,2 %	3,1 %
Nombre de décès causés par un accident ou une maladie professionnelle		0	0

*Le taux d'absentéisme tient compte des accidents de travail, des maladies professionnelles, et des absences sur la

En 2011, le taux d'absentéisme dû à des accidents de travail, des maladies professionnelles ou des absences reste stable par rapport à 2010.

LA 8

Programmes d'éducation, de formation, de conseil, de prévention et de maîtrise des risques mis en place pour aider les salariés, leur famille ou les membres des communautés locales en cas de maladie grave

Dans le cadre du suivi de la santé et de la sécurité au travail, Hologram. Industries met en place des mesures de prévention (analyse des risques, analyse de l'air ambiant, contrôle périodique des installations, programme de substitution des agents chimiques dangereux, formations, etc.) et de protection (protection collective et individuelle) afin maîtriser au mieux les risques de maladies.

De plus, la société organise chaque année une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière sur ses propres fonds.

En ce qui concerne les populations voyageant (les commerciaux), la société assure le suivi de la bonne mise à jour des vaccins. Si un rappel doit être fait, le/la salarié(e) concerné(e) en est dûment informé(e).

Enfin, pour toute autre maladie grave (cancer, maladies sexuellement transmissibles, etc.), si le salarié est en arrêt de travail, c'est la prévoyance qui prend le relai, selon la catégorie professionnelle.

LA 9

Questions de santé et de sécurité couvertes par des accords formels avec les syndicats

Hologram. Industries n'a pas de syndicat.

LA 10

Nombre moyen d'heures de formation par an, par salarié et par catégorie professionnelle

Nombre total d'heures de formation par catégorie professionnelle

	2010
Cadre	1.025
Agents de maîtrise	203
Technicien	245
Ouvrier	471

Nombre total de salariés par catégorie professionnelle

Cadre	46
Agents de maîtrise	16
Technicien	13
Ouvrier	95

Nombre moyen d'heures de formation*

2011
1.265
253
332
784
51
16
28
99

Cadre	22
Agents de maîtrise	13
Technicien	19
Ouvrier	5

25
16
12
8

*L'intérim n'est pas comptabilisé dans cet indicateur

LA 11

Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie destinés à assurer l'employabilité des salariés et à les aider à gérer leur fin de carrière

Les programmes de formation ou d'aide visant à faire évoluer les compétences des salariés comprennent les formations internes, le financement de formations externes ainsi que l'accès à un congé sabbatique avec la garantie d'être réintégré dans son emploi.

Les programmes d'accompagnements des salariés qui partent à la retraite ou quittent leur fonction comprennent une indemnité de départ (en tenant compte de l'âge du salarié et de son ancienneté), et un accompagnement à la transition vers une retraite professionnelle (par exemple dans le cadre du Droit Individuel à la Formation). Dans le cas éventuel d'un licenciement économique, les programmes d'accompagnement peuvent également comprendre une formation de remise à niveau et des prestations d'aides à la recherche d'emploi.

LA 12

Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens d'évaluation et d'évolution de carrière périodiques

	2010	2011
Pourcentage total de salariés ayant bénéficié d'un entretien d'évaluation	nc	95 %
Effectif total (en France)	170	195

La campagne d'évaluation annuelle couvre l'ensemble des salariés présents dans la société. Pour les salariés de 45 ans et plus, un entretien dit de deuxième partie de carrière est mis en place dans le cadre du plan d'action senior. Un compte-rendu est établi par la Responsable des Ressources Humaines et contre signé par l'intéressé(e). Un compte-rendu global est ensuite fait aux membres de la délégation unique afin de rendre compte du pourcentage de l'effectif concerné, et, s'il y a lieu, des axes de travail.

Selon les entretiens, et en accord avec l'intéressé(e) la responsable des Ressources Humaines fait un point particulier avec le manager.

En 2011, 95 % des salariés ont eu un entretien d'évaluation formalisé. Les 5 % restants concernent les absents lors de la campagne d'évaluation : les arrêts maladie prolongés et les CDD de moins de 6 mois.

LA 13

Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par sexe, tranche d'âge, appartenance à une minorité et autres indicateurs de diversité

Voir 1.3 la gouvernance p 9

LA 14

Rapport du salaire de base des hommes et de celui des femmes par catégorie professionnelle

	2010	2011
Nombre total de salariés	171	195
Cadre	46	51
Agents de maîtrise	16	16
Technicien	13	28
Ouvrier	95	99
Intérim	1	1
Proportion de femmes dans l'effectif	50 %	49 %
Proportion des hommes dans l'effectif	50 %	51 %
	2010	2011
Répartition des sexes par catégorie professionnelle		
Cadre masculin	18 %	18 %
Cadre féminin	9 %	8 %
Agents de maîtrise masculin	6,5 %	5,5 %
Agents de maîtrise féminin	3 %	3 %
Technicien masculin	3 %	5,5 %
Technicien féminin	5 %	9 %
Ouvrier masculin	22 %	21,5 %
Ouvrier féminin	33 %	29 %
Intérim masculin	0,5 %	0,5 %
Intérim féminin	0 %	0 %
	2010	2011
Ratio salaire de base des femmes par rapport à celui des hommes	-	
Cadre	0,93	0,91
Agents de maîtrise	0,94	0,91
Technicien	0,99	1,09
Ouvrier	1,17	0,89

5.4 Indicateur ECONOMIQUE

EC3

**Etendue de la couverture des retraites
avec des plans de retraite à prestations définies**

	En Euro	
	2010	2011
Montant provision indemnité retraite	274 920	331 390

5.5 Indicateurs Droits de l'Homme HR 2

Pourcentage de fournisseurs et de sous-traitants majeurs dont le respect des droits de l'Homme a fait l'objet d'un contrôle ; mesures prises

Hologram. Industries est signataire de la Charte du Pacte Mondial de l'ONU (« Global Compact ») et adhère à ses dix principes. Le Pacte Mondial invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence un ensemble de valeurs fondamentales, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption.

Dans ses contrats avec ses fournisseurs, Hologram. Industries rajoute une clause indiquant que nous sommes signataires de la charte du Pacte mondial de l'ONU et où nous demandons au fournisseur de s'engager à respecter les principes de cette charte comprenant le respect des droits de l'homme.

Le Fournisseur s'engage à suivre les dispositions et recommandations de l'ensemble de ces textes et reconnaît que la signature du contrat entraîne son adhésion sans réserve à ces textes.

HR 4

Nombre total d'incidents de discrimination et mesures prises

La diversité des collaborateurs et des cultures représentées au sein du Groupe constitue une richesse importante. Dans le cadre de ses engagements d'employeur, le Groupe est déterminé à offrir à ses collaborateurs des chances égales de reconnaissance et d'évolution de carrière, quelles que soient leur origine, leur sexe, leur croyance, et ne tolère aucune forme de discrimination ou de harcèlement.

Ces principes s'appliquent aux recrutements effectués par le Groupe.

Le fait par exemple, de faire des remarques désobligeantes à un autre collaborateur liées à son appartenance ethnique, son sexe, son âge ou sa religion, ou d'avoir un comportement

non désiré à connotation sexuelle est susceptible de constituer du harcèlement et doit être prohibé au sein du Groupe.

La société ne fait aucune discrimination à l'embauche où ce sont les études, le parcours et la qualité de l'entretien qui déterminent l'embauche ou pas.

De même, au cours de la carrière professionnelle, ce sont la qualité du travail, les compétences, l'implication mais aussi les opportunités au sein de l'organisation qui déterminent une possible mobilité.

Aucuns incidents discriminatoires n'a été relevés depuis que la société existe.

HR 5

Activités identifiées au cours desquelles le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective risque d'être menacé ; mesures prises pour assurer ce droit

Il n'y a pas de représentation syndicale chez Hologram. Industries. Les élections des membres de la délégation unique du personnel (jouant le rôle à la fois du comité d'entreprise et des délégués du personnel) sont tenues conformément à la législation en vigueur. Les membres de cette délégation se réunissent tous les mois, en deux réunions successives, l'une pour le Comité d'Entreprise (selon l'ordre du jour établi) et l'une pour les questions des Délégués du Personnel.

HR6

Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents impliquant le travail d'enfants ; mesures prises pour contribuer à interdire ce type de travail

& HR7

Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire ; mesures prises pour contribuer à abolir ce type de travail

Hologram. Industries produit en France et ne fait pas travailler d'enfants.

La société est signataire de la charte « Global Compact » des Nations Unis excluant le travail des enfants et éliminant toute forme de travail forcé ou obligatoire.

Index du contenu GRI

(niveau d'application C)

Stratégie et analyse	
Déclaration par le décideur le plus haut placé	P 3
1.1.1 Nom de l'organisation	P 4
1.1 Profil de l'organisation	P 4
1.1.2 Marques principales, produits et/ou services	P 4
1.2 Structure opérationnelle de l'organisation	P 4
1.2.2 Lieu du siège de l'organisation	P 5
1.2.3 Nombre de pays où l'organisation est active	P 5
1.2.4 Régime de propriété et forme juridique	P 5
1.2.5 Marchés servis par l'organisation	P 5
1.2.6 Dimension de l'organisation de reporting	P 6
1.2.7 Changements significatifs pendant la période du reporting	P 7
2.4.2 & 2.4.3 Attributions reçues dans la période du reporting	P 15
Paramètres du Rapport	P 17
4.1.1 Période du reporting	P 17
4.1.2 Date du rapport précédent le plus récent	P 17
4.1.3 Cycle du reporting	P 18
4.1.4 Point de contact pour répondre aux questions	P 18
4.2.1 Processus pour définir le contenu du rapport	P 18
4.2.2 Limites du rapport	P 18
4.2.3 Des limites spécifiques sur la portée ou la limite du rapport	P 18
4.2.4 Base pour le reporting sur des coentreprises, des filiales, des équipements loués, des opérations externalisées et d'autres entités	P 18
4.2.5 Explications de l'effet des déclarations réitérées d'informations fournies dans des rapports précédents et les motifs de ces déclarations réitérées	P 18
4.2.6 Changements significatifs par rapport aux périodes de reporting précédentes	P 19
Index du contenu GRI	P 37
1.3 Gouvernance, Engagements et dialogues	P 9
1.3.1 Structure de gouvernance de l'organisation	P 9
1.3.2 Indiquez si le Président de l'organe de gouvernance le plus élevé est aussi le responsable exécutif	P 10
1.3.3 Indiquez le nombre de membres indépendants de l'organe de gouvernance le plus élevé ainsi/ou les membres non exécutifs	P 10
1.3.4 Mécanismes pour les actionnaires et employés afin de fournir des recommandations ou directions à l'organe de gouvernance le plus important	P 11
2.5.1 Liste des groupes de parties prenantes impliquées par l'organisation	P 15
2.5.2 Base pour identifier et sélectionner des parties prenantes avec qui s'engager	P 15

Tableau des correspondances Grennelle II / GRI / Global compact

Tableau des correspondances

Grenelle 2 - article 225	GRI 3.1	Pacte Mondial	Pages
			
Informations sociales			
Emplois			
Effectif total	LA 1		P29
Répartition des salariés par sexe	LA 1		P29
Répartition des salariés par âge			

Répartition des salariés par zone géographique	LA 1		P29
Embauches	LA 2		P30
Licenciements	LA 2		P30
Rémunérations	LA 3		P30
Evolution des rémunérations	LA 3		P30
Organisation du travail			
Organisation du temps de travail	LA		
Absentéisme	LA 7		P31
Relations sociales			
Organisation du dialogue social	LA 4	# 3	P30
Bilan des accords collectifs	LA 5		P31
Santé & sécurité			
Conditions de santé au travail	LA 6 & LA 8		P31 & P32
Sécurité au travail	LA 6 & LA 8		P31 & P32
Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales en matière de santé & sécurité au travail	LA 9	# 4 - 5	P32
Fréquence et gravité des accidents du travail	LA 7		P31
Maladies professionnelles	LA 7		P31
Formation			
Politique et moyens mis en oeuvre en matière de formation	LA 11		P33
Nombre total d'heures de formation	LA 10		P32
Egalité de traitement			
Politique & actions diversité - égalité des chances	LA 13 & EC 5 & EC 7		P33 & nd & nd
Egalité hommes / femmes	LA 14		P34
Emploi et insertion de personnes handicapées	LA 13	# 6	P33
Lutte contre les discriminations	LA 13		P33
Promotion et respect des dispositions OIT (Droits de l'Homme)	LA & HR	# 1 à 6	P29 à P34 & P35 à P36
Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	HR 5; LA 4 & LA 5	# 3	P36 ; P30 & P31
Elimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	HR 4; LA 13 & LA 14	# 6	P35 ; P33 & P34
Elimination du travail forcé ou obligatoire	HR 6 & HR 7	# 4 et 5	P36
Abolition effective du travail des enfants	HR 6		P36
Informations environnementales			

Politique générale en matière environnementale			P12
Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales. Le cas échéant démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	Approche managériale	#7-8-9	P12
Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement			P12
Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	EN 30		P27
Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement (sauf risque de préjudice)	EN 28 & EC 2		P26 & nd
Pollution et gestion des déchets			
Mesures de prévention, réduction et réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	EN 22 & EN 23 & EN 24	#7-8-9	P25 & P26 & P26
Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	EN 27		Nd
Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	EN 25		Nd
Utilisation durable des ressources			
Consommation d'eau		#7-8-9	
Approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	EN 8 & EN 9 & EN 21		P21 & P21 & P25
Consommation de matières premières	EN 1		nd
Mesures prises pour améliorer l'efficacité dans l'utilisation des matières premières	EN 10		P22
Consommation d'énergie	EN 3 & EN 4		P19 & P19
Mesures prises en compte pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	EN 5 & EN 6 & EN 7		P20 & P20 & P20
Utilisation des sols			
Le changement climatique			
Rejets de gaz à effet de	EN 16 & EN 17 & EN 19 & EN 20	#7-8-9	P24 & nd & P24 & nd

serre			
Adaptation aux conséquences du changement climatique	EN 18 & EC 2		P24 & nd
Protection de la biodiversité			
Mesures prises pour préserver et développer la biodiversité	EN 11 à 15 & EN 25	#7-8-9	P22 à P24 & Nd
Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable			
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société			
En matière d'emploi et de développement régional	EC 8 & EC 9		Voir P29
Sur les populations riveraines ou locales	EC 1 & EC 6		Nd
Relations avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société (NB: parties prenantes)			
Conditions du dialogue avec les parties prenantes	4.14 à 4. 17		P15
Actions de soutien, de mécénat, de partenariat	EC 1 & 4.11 à 4.13		P15, P17
Sous traitance et fournisseurs			
Prise en compte dans la politique achats de la société des enjeux sociaux et environnementaux	EC 6 & HR 2 & HR 5 à 7		P36
Importance de la sous-traitance et prise en compte de la RSE dans les relations avec les fournisseurs et sous-traitants	3.6 & 4.14	# 1 & 2	P18 & P15
Loyauté des pratiques			
Actions engagées pour prévenir toutes formes de corruption	SO 2 à 4, SO 7 & SO 8	# 10	P28 & P29 & P29
Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	PR 1 & PR 2		Nd
Autres actions engagées en faveur des Droits de l'homme	HR	# 1 & 2	P35 à P36

*Nd (non documenté)

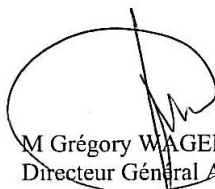
Auto déclaration (Niveau d'application)

Niveau d'application	C	C+	B	B+	A
Eléments d'information relatifs au profil de l'organisation <small>SORTANT</small>	Renseigner 1.1 2.1 - 2.10 3.1 - 3.8, 3.10 - 3.12 4.1 - 4.4, 4.14 - 4.15	Rapport vérifié par tierce partie	Renseigner tous les critères listés en niveau C ainsi que : 1.2 3.9, 3.13 4.5 - 4.13, 4.16 - 4.17	Rapport vérifié par tierce partie	Mêmes exigences qu'au niveau B
Informations relatives à l'approche managériale <small>SORTANT</small>	Facultatives		Informations relatives à l'approche managériale pour chaque catégorie d'indicateur		Informations relatives à l'approche managériale pour chaque catégorie d'indicateur
Indicateurs de performance & Indicateurs de performance des suppléments sectoriels <small>SORTANT</small>	Renseigner un minimum de 10 indicateurs de performance dont au moins : un social, un économique et un environnemental		Renseigner un minimum de 20 indicateurs de performance dont au moins : un en Economie, un en Environnement, un en Droits de l'Homme, un en Emploi, relations sociales et travail décent, un en Société et un en Responsabilité du fait des produits.		Renseigner chaque indicateur de base G3 et indicateur des suppléments sectoriels*, dans le respect du principe de pertinence, en y répondant ou en donnant la raison de sa non prise en compte.

* Suppléments sectoriels en version finale

Par le présent, je déclare que, d'après mes connaissances, ce rapport remplit les critères du Niveau C d'Application GRI.

Nom: Grégory WAGEMANS
Position: Directeur Général Adjoint
Date: Le 09/03/2012


M Grégory WAGEMANS
Directeur Général Adjoint

Si vous avez besoin d'avoir plus d'informations, veuillez écrire à :

Nom: Méresse Grégoire
Position: Ingénieur Environnement et Sécurité

Courrier électronique : g.meresse@hologram-industries.com